

ORES ASSETS

Comptes IFRS Consolidés Condensés intermédiaires au 30 juin 2021

Table des matières

1. États financiers consolidés IFRS	3
1.1. Compte de résultats consolidé	3
1.2. Résultat global consolidé	4
1.3. État consolidé de la situation financière - actif.....	5
1.4. État consolidé de la situation financière - passif.....	6
1.5. État consolidé des variations des capitaux propres	7
1.6. Tableau consolidé des flux de trésorerie	8
2. Notes relatives aux états financiers consolidés IFRS	9
3. Rapport du reviseur indépendant	34

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS

1.1 Compte de résultats consolidé (en k€)

	NOTE	30/06/2021	30/06/2020	DIFFÉRENCE
Chiffre d'affaires	01 - A	685.786	592.901	92.885
Soldes tarifaires	01 - B	(31.418)	3.284	(34.702)
Autres produits opérationnels		21.571	12.132	9.439
Produits opérationnels		675.939	608.317	67.622
Approvisionnements et marchandises	02	(44.082)	(39.694)	(4.388)
Redevances de transport	02	(214.892)	(179.846)	(35.046)
Redevances de voirie	02	(22.549)	(23.375)	826
Frais de personnel	08	(78.055)	(79.495)	1.440
Réductions de valeur sur créances commerciales	04	(3.232)	(3.121)	(111)
Autres charges opérationnelles		(76.776)	(59.588)	(17.188)
Charges opérationnelles		(439.586)	(385.119)	(54.467)
Résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations sur immobilisations		236.353	223.198	13.155
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	03	(83.404)	(83.444)	40
Résultat opérationnel		152.950	139.754	13.196
Produits financiers		805	161	644
Charges financières	05	(17.961)	(16.975)	(986)
Résultat financier		(17.157)	(16.814)	(343)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées				
Résultat avant impôt		135.793	122.940	12.853
Impôt	09	(35.212)	(29.577)	(5.635)
Résultat de la période		100.580	93.363	7.217
Résultat de la période attribuable au Groupe		100.580	93.363	7.217
Résultat de la période attribuable aux tiers		0	0	0

1.2 Résultat global consolidé (en k€)

	NOTE	30/06/2021	30/06/2020	DIFFÉRENCE
Résultat de la période		100.580	93.363	7.217
Autres éléments du résultat global				
<i>Éléments recyclables dans le compte de résultats</i>				
Variation de juste valeur sur instruments de couverture de flux de trésorerie	06	1.289	(507)	1.796
Impôt sur les autres éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	09	(322)	127	(449)
<i>Éléments qui ne seront pas recyclés dans le compte de résultats</i>				
Écarts actuariels des régimes à prestations définies	08	14.536	(1.245)	15.781
Impôt sur les autres éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	09	(3.634)	311	(3.945)
Autres éléments du résultat global des activités continuées – net		11.869	(1.314)	13.183
Autres éléments du résultat global attribuable au Groupe		11.869	(1.314)	13.183
Autres éléments du résultat global attribuable aux tiers		0	0	0
Résultat global de la période		112.449	92.049	20.400

1.3. État consolidé de la situation financière – actif (en k€)

	NOTE	30/06/2021	31/12/2020	DIFFÉRENCE
ACTIF				
Actifs non courants		4.286.022	4.264.492	21.530
Immobilisations incorporelles	03	88.825	83.014	5.811
Immobilisations corporelles	03	4.174.861	4.158.807	16.054
Participations dans des entreprises associées		3	3	0
Autres actifs non courants	04	22.332	22.668	(336)
Actifs courants		509.411	388.939	120.472
Stocks		51.961	51.135	826
Créances commerciales	04	212.381	129.654	82.727
Autres créances	04	12.181	98.322	(86.141)
Actifs d'impôts courants	04	47.382	16.326	31.056
Trésorerie et équivalents de trésorerie		158.366	72.781	85.585
Autres actifs courants		27.140	20.721	6.419
Total actif hors créances tarifaires		4.795.433	4.653.431	142.002
Créances tarifaires	01 - B	86.117	114.908	(28.791)
TOTAL ACTIF		4.881.550	4.768.339	113.211

1.4. État consolidé de la situation financière – passif (en k€)

	NOTE	30/06/2021	31/12/2020	DIFFÉRENCE
PASSIF				
Capitaux propres		1.901.971	1.860.439	21.969
Capital		867.464	867.464	(0)
Résultats reportés		851.567	930.043	(78.476)
Autres réserves		182.964	62.956	120.008
Participations ne donnant pas le contrôle		(24)	(24)	(0)
Passifs non courants		2.261.290	2.246.696	14.594
Emprunts	05	1.885.001	1.859.708	25.293
Provisions pour avantages au personnel	08	60.837	69.918	(9.081)
Autres provisions		48.436	50.151	(1.715)
Passifs d'impôts différés	09	251.266	250.204	1.062
Autres passifs non courants	06	15.750	16.715	(965)
Passifs courants		683.932	629.475	54.458
Emprunts	05	399.750	395.213	4.537
Dettes commerciales	07	150.689	166.730	(16.041)
Autres dettes	06	79.243	60.847	18.396
Passifs d'impôts courants		37.623	0	24.537
Autres passifs courants	06	16.627	6.684	9.943
Total passif hors dettes tarifaires		4.847.192	4.736.609	110.583
Dettes tarifaires	01 - B	34.357	31.730	2.627
TOTAL PASSIF		4.881.550	4.768.339	113.211

1.5 État consolidé des variations des capitaux propres (en k€)

	Capital	Réserves				Résultats reportés	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
		Instruments de couverture de flux de trésorerie	Écarts actuariels des régimes de pension à prestations définies	Réserves statutaires	Total			
Au 1^{er} janvier 2021	867.464	67.215	(57.967)	53.707	62.956	930.043	(24)	1.860.439
<i>Résultat global de la période</i>								
- Résultat du Groupe non distribué						100.580		100.580
- Autres éléments du résultat global, net d'impôt		967	10.902		11.869			11.869
<i>Transactions avec les actionnaires</i>								
- Dividendes versés au titre de l'exercice précédent						(70.917)		(70.917)
<i>Transferts</i>								
- Augmentation de capital par incorporation de réserves								
- Transferts vers ou depuis les réserves (statutaires)				108.139	108.139	(108.139)		
Au 30 juin 2021	867.464	68.182	(47.065)	161.846	182.964	851.567	(24)	1.901.971
Au 1^{er} janvier 2020	867.080	67.163	(84.933)	(26.355)	(44.126)	910.594	(24)	1.733.525
<i>Résultat global de la période</i>								
- Résultat du Groupe non distribué						93.363		93.363
- Autres éléments du résultat global, net d'impôt		(380)	(934)		(1.314)			(1.314)
<i>Transactions avec les actionnaires</i>								
- Dividendes versés au titre de l'exercice précédent						(70.080)		(70.080)
<i>Transferts</i>								
- Augmentation de capital par incorporation de réserves								
- Transferts vers ou depuis les réserves (statutaires)				68.807	68.807	(68.807)		
Au 30 juin 2020	867.080	66.783	(85.867)	42.452	23.368	865.070	(24)	1.755.494

1.6 Tableau consolidé des flux de trésorerie (en k€)

NOTE	30/06/2021	30/06/2020
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Résultat de la période	100.580	93.363
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	83.404	83.444
Mouvements sur provisions	4.418	7.860
Gains sur la vente d'immobilisations	(159)	(174)
Réductions de valeur sur créances commerciales	3.916	3.226
Réductions de valeur sur stock		0
Produits financiers	(805)	(161)
Charges financières	17.961	16.975
Charges d'impôt reconnues en compte de résultats	35.212	29.577
Soldes tarifaires	29.096	(6.328)
Flux de trésorerie opérationnels avant variations du fonds de roulement	273.624	227.782
Variations du fonds de roulement		
Variation des stocks	(825)	(6.176)
Variation des créances commerciales et autres créances	(68.786)	(21.503)
Variation des dettes commerciales et autres dettes	12.339	10.885
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	216.353	210.988
Intérêts versés	(11.249)	(14.434)
Intérêts reçus	95	171
Impôts payés ou reçus	(31.531)	(11.422)
Soldes tarifaires récupérés	2.322	7.059
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	175.991	192.362
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Achat d'immobilisations incorporelles	(8.046)	(17.392)
Achat d'immobilisations corporelles	(96.643)	(104.537)
Vente d'immobilisations corporelles	818	262
Autres flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	0	0
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(103.871)	(121.667)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation de capital	0	0
Émission d'emprunts	25.000	1.500
Remboursement d'emprunts	(725)	(51.725)
Emission et remboursement de prêts et cautionnements	17	(2.203)
Remboursement obligations locatives	(1.268)	(2.354)
Dividendes versés	(9.559)	(13.576)
Subsides en capital	0	0
Acquisition/Cession de parts (sans perte de contrôle)	0	0
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	13.465	(68.358)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités continuées	85.585	2.337
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	72.781	117.800
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	158.366	120.137

2. NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS INTERMÉDIAIRES

Note préliminaire aux états financiers consolidés condensés intermédiaires

Note 01 A - Chiffre d'affaires
Note 01 B - Soldes tarifaires
Note 02 - Coût des ventes
Note 03 - Immobilisations incorporelles et corporelles
Note 04 - Autres actifs
Note 05 - Emprunts et charges financières
Note 06 - Autres dettes, autres passifs
Note 07 - Dettes commerciales
Note 08 - Avantages au personnel
Note 09 - Impôts sur le résultat
Note 10 - Instruments financiers
Note 11 - Gestion des risques
Note 12 - Événements subséquents

Note préliminaire aux états financiers consolidés condensés intermédiaires

A. Entité comptable et groupe ORES

Le groupe ORES (ci-après désigné le « Groupe ») est constitué d'ORES Assets sc, intercommunale désignée gestionnaire de réseau de distribution de gaz et d'électricité (ci-après désignée « GRD » ou « ORES Assets ») et de ses filiales ORES sc et Connexio sc. Les associés d'ORES Assets sc sont 200 communes et 8 intercommunales pures de financement (IPF)¹. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le GRD est donc détenu à concurrence de 100% par les pouvoirs publics.

ORES sc, la filiale chargée de l'exploitation, est détenue à 99,72% par ORES Assets, le solde étant détenu par sept des IPF associées dans ORES Assets². Connexio, créée le 1^{er} juin 2019 pour gérer les activités de « contact center » du Groupe et est détenue à 93% par ORES Assets. Sept des cent actions de Connexio sont détenues par les mêmes IPF que celles associées en ORES sc. A cela s'ajoute également une société détenue partiellement par ORES Assets, Atrias, détenue à concurrence de 16,67%. Du fait de l'influence notable d'ORES Assets sur cette société, le Groupe a décidé de la consolider par mise en équivalence. ORES sc et Connexio réalisent leurs activités à prix de revient. Le résultat de chaque exercice est donc nul.

Le Groupe est uniquement actif en Belgique et plus précisément en Wallonie, sur le territoire des communes pour lesquelles ORES Assets est désignée GRD. Le siège social d'ORES assets et d'ORES se situe Avenue Jean Mermoz 14, 6041 Gosselies (Belgique).

B. Approbation des états financiers consolidés

Le Conseil d'administration d'ORES Assets a approuvé et arrêté les états financiers consolidés condensés intermédiaires au 30 juin 2021 du Groupe en date du 27 octobre 2021.

C. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées par le Groupe dans la préparation de ses états financiers consolidés sont décrites ci-dessous.

C.1. Base de préparation

Déclaration de conformité

Les comptes consolidés comprennent les états financiers consolidés condensés intermédiaires du Groupe pour la période clôturée le 30 juin 2021. Ils ont été préparés conformément à la norme comptable International Accounting Standards (IAS) 34 « *Information financière intermédiaire* » telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis en suivant la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur.

¹ Idefin, IEG, IFIGA, IPFH, IPFBW, Finest, Finimo et Sofilux

² Idefin, IEG, IPFH, IPFBW, Finest, Finimo et Sofilux

Devise fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont libellés en milliers d'euros, l'euro est la monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique dans lequel le Groupe opère) utilisée au sein du Groupe.

C.2. Normes et interprétations nouvelles, révisées et amendées

Le Groupe a appliqué les normes et les interprétations applicables à la période clôturée au 30 juin 2021.

Normes et interprétations nouvelles applicables pour la période annuelle ouverte à compter du 1^{er} janvier 2021

- Amendements aux IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 ;
- Amendement à IFRS 16 Contrats de location : Allègements de loyer liés à la COVID-19 au-delà du 30 juin 2021 (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} avril 2021 mais non encore adopté au niveau européen)

L'application de ces normes n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Normes et interprétations émises, mais non encore applicables pour la période annuelle ouverte à compter du 1^{er} janvier 2021

- Amendements à IAS 16 Immobilisations corporelles : produits antérieurs à l'utilisation prévue (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022) ;
- Amendements à IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels : contrats déficitaires - Coût d'exécution du contrat (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022) ;
- Amendements à IFRS 3 Regroupements d'entreprises : référence au cadre conceptuel (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022) ;
- Améliorations annuelles 2018–2020 des IFRS (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022) ;
- IFRS 17 Contrats d'assurance (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023, mais non encore adoptée au niveau européen) ;
- Amendements à IFRS 4 Contrats d'assurance – Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen) ;
- Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers : classification de passifs comme courants ou non-courants (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen) ;
- Amendements à IAS 1 Présentation des états financiers et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2 : Informations à fournir sur les méthodes comptables (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen) ;
- Amendements à IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Définition d'estimations comptables (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen) ;

- Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat: Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023, mais non encore adoptés au niveau européen) ;

Le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune nouvelle norme ou interprétation publiées mais non encore effectives et n'attend pas d'impact significatif lors de l'application de ces nouvelles normes ou interprétations.

D. Faits marquants du premier semestre 2021

Tout au long du 1^{er} semestre 2021, ORES a poursuivi sa mission « faciliter l'énergie, faciliter la vie » telle que présentée dans son plan stratégique 2021-2023. Certaines des actions ainsi réalisées au cours de cette période, notamment dans le cadre de la transition énergétique, afin de contribuer aux objectifs internationaux de lutte contre le réchauffement climatique, sont présentées ci-après. Le 19 janvier 2021, ORES a participé au lancement du projet SOCCER (socio-économie des communautés d'énergie renouvelable) avec de nombreux autres acteurs du secteur de l'énergie et du monde académique. L'objectif de ce projet est d'imaginer et mettre en place des solutions inclusives en matières de communautés d'énergie renouvelable et de mobilité douce.

Le 27 janvier 2021, la Ministre fédérale Zakia Khattabi (en charge du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal) a décerné à ORES et à l'ensemble des gestionnaires de réseaux d'électricité et de gaz du pays le titre d'ambassadeur des objectifs de développement durable des Nations Unies. À travers cette nomination symbolique, la Ministre leur confie la mission de sensibiliser les citoyens et les entreprises à l'urgence d'une utilisation de l'énergie plus rationnelle et soucieuse de la préservation de notre planète.

ORES et Total ont inauguré le 17 mars 2021 à Jambes la première station-service de Bio-CNG de Wallonie, en présence du Ministre wallon de l'Énergie Philippe Henry. ORES facilite le développement de cette mobilité alternative en faisant le lien avec son réseau entre les producteurs de biométhane et les distributeurs de carburant.

Le 3 juin 2021, ORES a clôturé avec succès son projet pilote de prépaiement intelligent. Les compteurs intelligents – ou communicants - remplaceront désormais les compteurs à carte pour toute nouvelle demande d'installation d'un système de prépaiement. À partir d'octobre, le parc de compteurs à budget existant sera également progressivement renouvelé et remplacé par le nouveau système de prépaiement intelligent.

À Quévy, ORES a mis en service la deuxième unité de production de biométhane de Wallonie le 15 juin 2021. Située sur le site d'une entreprise spécialisée dans le recyclage de déchets, l'installation est reliée au réseau de distribution afin de fournir du gaz produit à partir de déchets organiques à quelque 3.000 clients de la région.

Le 25 juin 2021, une conférence de presse était organisée à Marche-en-Famenne pour présenter les nouvelles technologies d'éclairage public dynamique qu'ORES expérimente en Wallonie. Parmi les innovations : l'éclairage bicolore moins perturbateur pour la faune et la flore, la détection de mouvements par capteurs ou encore la télégestion à distance pour régler l'allumage et le flux du luminaire.

ORES, Luminus et Blacklight Analytics (une spin-off de l'ULiège) se sont associés le 30 juin 2021 pour présenter O-One, un algorithme doté d'une intelligence artificielle qui permet de mieux prédire les risques de congestion sur le réseau et d'intégrer davantage de production d'origine renouvelable dans le mix énergétique wallon.

D'un point-de-vue réglementaire, des discussions avec la CWaPE ont eu lieu tout au long de ce 1^{er} semestre 2021. Elles ont notamment concerné le budget introduit relativement au projet spécifique de déploiement des compteurs communicants ou encore les travaux préparatoires relatifs à la future méthodologie tarifaire 2024-2028, à savoir les études relatives à l'évolution macro-économique des secteurs de la distribution d'électricité et de gaz en Wallonie et à la mesure de l'efficience des GRD. Les tarifs de refacturation des charges d'utilisation du réseau de transport de l'électricité 2021 ont été approuvés par le régulateur le 17 février 2021 et sont appliqués par ORES depuis le 1^{er} mars 2021. Les 29 avril et 27 mai 2021, la CWaPE a approuvé les soldes rapportés

pour les exercices 2017 à 2019, les a affecté et a révisé en conséquence les tarifs 2022 pour le gaz ainsi que les tarifs 2022 et 2023 pour l'électricité. Relevons que la CWaPE a introduit auprès de la Cour de cassation un recours contre les décisions de la Cour des marchés relatives aux soldes tarifaires 2017 et 2018. Le 30 juin, le rapport annuel ex post sur l'exercice 2020 a été transmis à la CWaPE, lançant le début du contrôle des soldes de cet exercice. Tout au long de ce semestre, étant donné que la méthodologie tarifaire 2019-2023 a figé pour toute cette période le facteur d'indexation pris en compte pour déterminer les charges contrôlables, une attention particulière a été portée à l'évolution du taux d'inflation réel.

Le 16 février 2021, l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz (les « GRD ») a été publié au Moniteur belge, lançant la procédure de renouvellement de ces désignations. Les mandats actuels des GRD se terminant début 2023, cette procédure devrait aboutir en 2022. Cette publication est le point de départ de la procédure légale, invitant les communes à initier un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat endéans un délai d'un an. Un avis motivé sera rendu sur cette proposition par la CWaPE, basé également sur le dossier de candidature établi par le GRD proposé par la commune. Le Gouvernement wallon désignera les GRD à partir de ces avis. La CWaPE a arrêté le 27 mai 2021 des lignes directrices décrivant les éléments qui devrait au minimum constituer ce dossier. Depuis la mi-juin 2021, les conseils communaux wallons se prononcent sur les critères qu'ils prendront en compte afin de sélectionner leur candidat. Les premiers dossiers doivent être rentrés pour début septembre 2021.

Le 1^{er} avril 2021, le tarif régional conjoncturel pour les personnes précarisées ou touchées par la Covid-19 a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2021.

Dans le cadre de la gestion de la dette, au cours du 1^{er} semestre, un emprunt de 25 M€ a été souscrit et une ligne de crédit a été attribuée pour remplacer une ligne arrivant à terme.

Le 17 juin 2021 se sont tenues les Assemblées générales d'ORES, ORES Assets et Comnexio. Bien que l'année 2020 ait été fortement marquée par la crise sanitaire de la Covid-19, le Groupe présente à ses associés un bilan et un niveau d'investissement stables par rapport à l'exercice précédent.

Le 19 juin 2021, une tornade a provoqué des dégâts sur une centaine d'habitations du centre-ville de Beauraing. Le plan communal d'urgence est déclenché. Les équipes de garde d'ORES interviennent dans des circonstances difficiles pour réparer les infrastructures de réseau endommagées et mettre sur pied des installations de distribution d'électricité provisoires chez les clients sinistrés.

L'année 2021 est le troisième exercice de la période régulatoire 2019-2023. Comme pour les deux exercices précédents, il importe de relever que le résultat d'ORES Assets pour un seul exercice au sein d'une période tarifaire pluriannuelle n'est pas représentatif. Seule la marge bénéficiaire équitable (MBE) reste le bon baromètre pour la politique de dividendes et d'acompte sur dividendes.

Pour rappel, la MBE constitue l'indemnisation du capital investi dans la base d'actifs régulés, rémunération à laquelle ORES Assets a droit pour son activité « gestion des réseaux » et qui constitue une part importante du bénéfice du Groupe s'est élevée à fin juin 2021 à :

- Électricité : 34,0 M€ c/ 34,0 M€ en juin 2020 ;
- Gaz : 16,9 M€ c/ 16,6 M€ en juin 2020, soit + 1,7 %.

Annexes à l'état du résultat global

Note 01 A – Chiffre d'affaires (en k€)

<u>Électricité</u>	30/06/2021	30/06/2020
Redevance de transit	515.952	447.070
Obligations de service public (OSP)	13.948	14.128
Autres	1.046	699
	530.946	461.897
<u>Gaz</u>	30/06/2021	30/06/2020
Redevance de transit	137.248	117.895
Obligations de service public (OSP)	5.527	6.178
	142.775	124.073
<u>Non alloué</u>	30/06/2021	30/06/2020
Gestion de stock tiers	2.546	2.160
Contrats de construction	9.519	4.771
	12.065	6.931
Total chiffre d'affaires	685.786	592.901
Obligations de prestations remplies progressivement	684.740	592.202
Obligations de prestations remplies à un moment précis	1.046	699

Les explications sur la nature des différentes catégories de chiffre d'affaires figurent dans les Comptes consolidés IFRS ORES Assets sc 2020.

Redevance de transit

L'augmentation des redevances de transit électricité de 68,9 M€ s'explique par :

- une hausse des volumes facturés en 2021 de 4,06% ;
- une augmentation du tarif de transport au 1^{er} mars 2021 (augmentation importante de la surcharge « OSP – Certificat verts » – voir la note 02) ;
- les recettes liées au tarif prosumers pour 24,8 M€ (facturation de la tarification prosumers mise en place au 1^{er} octobre 2020).

Concernant les redevances de transit gaz, plus élevées de 19,4 M€, cela s'explique par une hausse des volumes facturés de près de 8% liée à des températures plus froides en 2021 par rapport à 2020 (+30% de degré-jours en plus en 2021 par rapport à juin 2020).

Note 01 B – Soldes tarifaires (en k€)

1. État de la situation financière

<u>Créances tarifaires</u>	30/06/2021	31/12/2020
Période tarifaire 2008-2021	86.117	114.908
	86.117	114.908
<u>Dettes tarifaires</u>		
Période tarifaire 2008-2021	(34.357)	(31.730)
	(34.357)	(31.730)
Total soldes tarifaires	51.760	83.178

2. Détail de l'évolution des soldes tarifaires

	30/06/2021	30/06/2020
Par l'état du résultat global	(31.418)	3.284
Autres	0	0
	(31.418)	3.284

3. État du résultat global

<u>Electricité</u>	30/06/2021	30/06/2020
Année 2021	(14.015)	26.706
Acompte récupéré	1.454	(7.291)
	(12.561)	19.415
<u>Gaz</u>		
Année 2021	(26.658)	(12.350)
Acompte récupéré	868	233
	(25.790)	(12.117)
<u>Transport</u>		
Année 2021	6.933	(4.014)
Acompte récupéré		
	6.933	(4.014)
Total soldes tarifaires	(31.418)	3.284

Une information détaillée de la méthodologie tarifaire 2019-2023 de la CWaPE et de l'environnement réglementaire dans lequel opère le Groupe est décrite dans le point 3.A.15.1&2 des Comptes consolidés IFRS ORES Assets sc 2020. Nous référons également à ces Comptes consolidés IFRS 2020 pour le détail de la comptabilisation des soldes tarifaires, et notamment l'hypothèse que ceux-ci seront recouverts dans le futur.

Les soldes tarifaires à fin juin 2021 comptabilisés au bilan résultent en un montant débiteur de 51,8 M€ (contre 83,2 M€ fin 2020) et proviennent des écarts constatés entre les coûts réellement engagés pendant cette période réglementaire et les dépenses budgétaires initiales approuvées par le régulateur. Au niveau du compte de résultats, l'impact négatif de la diminution des soldes réglementaires de distribution (hors acomptes) s'élève à 31,4 M€ au total (dont -14,0 M€ en électricité et -26,7 M€ en gaz), alors qu'il s'agissait d'une augmentation (impact positif) de 3,3 M€ à fin juin 2020.

Des acomptes sur les soldes tarifaires du passé (2008-2016) sont récupérés ou rétrocédés par ORES Assets via les tarifs de distribution, tel que décidé par la CWaPE dans ses méthodologies tarifaires successives. Ceci a permis de rétrocéder en 2020 un montant de 2,3 M€ (2020 : -7,1 M€), dont 1,5 M€ en électricité et 0,8 M€ en gaz.

Le régulateur souhaite apurer intégralement les soldes tarifaires résiduels cumulés 2008-2016 pour le 31 décembre 2022.

L'évolution à la baisse des soldes régulateurs de distribution tant en électricité qu'en gaz est en grande partie due à un effet volume. En effet, les quantités distribuées en 2021 ont été plus hautes que celles budgétées et la RTNR (Redevance de Transit Non Relevées) est plus importante cette année que celle à fin juin 2020, suite entre-autre à des températures plus froides en 2021 comparées à 2020 mais aussi à une activité économique plus importante durant le premier semestre 2021 par rapport à 2020. Ces effets volumes sont partiellement compensés par des déficits constatés au niveau des coûts non contrôlables hors OSP et notamment l'impôt.

Signalons enfin que depuis 2020, les soldes régulateurs liés au transport sont suivis distinctement eu égard à la péréquation du tarif de transport survenu en 2019. En 2021, le mouvement de 6,9 M€ résulte d'une part, de la comptabilisation du solde de transport relatif au premier semestre 2021 (+4,3 M€) et d'autre part, d'un transfert des passifs régulateurs relatifs à 2020 vers les autres passifs courants suite à l'obtention des calculs définitifs de 2020 (+2,6 M€).

Note 02 – Coût des ventes (en k€)

	30/06/2021	30/06/2020
Approvisionnements et marchandises		
Achat d'énergies (OSP - gaz et électricité)	21.682	18.226
Pertes sur réseau (électricité)	14.850	17.890
Marchandises	7.550	3.578
	44.082	39.694
Redevances de transport (électricité)	214.892	179.846
Redevances de voirie	22.549	23.375
	281.523	242.915

Perte sur réseau

Les pertes sur le réseau électrique sont en diminution (-3,1 M€), suite, d'une part, à la diminution des quantités achetées à fin juin 2021 par rapport à la même période l'an dernier (-6,8%) et, d'autre part, à une baisse du prix moyen du MWh (-13,1%).

Redevances de transport

La redevance de transport facturée par Elia augmente à concurrence de 19,49% (+35,1 M€) conséquence, d'une part, d'une augmentation des quantités (+10%) et d'autre part, d'une augmentation du prix / MWh au niveau des surcharges (+11,39%) due aux nouveaux taux de surcharges en vigueur en 2021 approuvés par la CREG (taux de surcharge « certificat verts » et cotisation fédérale principalement – Voir également note 01A au niveau des redevances de transit électricité).

Note 03 – Immobilisations incorporelles et corporelles

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles totalisent 88 M€ en juin 2021 contre 83 M€ au début de l'année. La variation résulte d'une part, des acquisitions de la période pour 8 M€, qui sont principalement relatives au développement de la nouvelle plateforme Atrias, le développement de réseaux intelligents (Smart Grid), de comptage intelligent (Smart Metering) ainsi que le projet NEO (remplacement de l'ERP actuel) ; et d'autre part, des amortissements de la période qui ont totalisé 2 M€.

2. Immobilisations corporelles

Au 30 Juin 2021, les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

	30/06/2021	31/12/2020
Coût d'acquisition (hors contrats de locations)	7.116.858	7.023.303
Amortissements et réductions de valeur cumulés	(2.955.247)	(2.878.073)
Immobilisations corporelles en propriété	4.161.611	4.145.230
<i>Terrains et bâtiments</i>	136.743	137.619
<i>Réseau de distribution</i>	3.989.394	3.970.391
<i>Équipements</i>	34.896	36.629
<i>Autres</i>	578	591
Sous-total	4.161.611	4.145.230
Droit d'utilisation	22.031	20.791
Amortissements et réductions de valeur cumulés	(8.781)	(7.214)
Immobilisations corporelles : Droit d'utilisation	13.250	13.577
<i>Bâtiments</i>	4.973	4.781
<i>Fibres optiques</i>	5.256	5.643
<i>Véhicules</i>	3.020	3.153
Sous-total	13.250	13.577
Total des immobilisations corporelles	4.174.861	4.158.807

A. Immobilisations corporelles en propriété

Les valeurs d'acquisition ainsi que les amortissements et les pertes de valeurs des immobilisations corporelles acquises (hors droits d'utilisation liés aux contrats de locations) se présentent comme suit :

Coût

		Terrains et bâtiments	Réseau de distribution	Équipements	Autres	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	2020	176.490	6.504.571	164.459	2.453	6.848.063
Acquisitions		9.037	190.668	10.075	0	209.780
Cessions/désaffectations		(1.512)	(30.503)	(2.525)	0	(34.540)
Autres		0	10	(10)	0	0

Solde à l'ouverture de l'exercice	2021	184.015	6.664.746	172.089	2.453	7.023.303
Acquisitions		683	93.257	2.703	0	96.643
Cessions/désaffectations		(11)	(2.027)	(1.050)	0	(3.088)
Autres		0	0	0	0	0
Solde à la clôture de l'exercice	2021	184.687	6.755.976	173.742	2.453	7.116.858

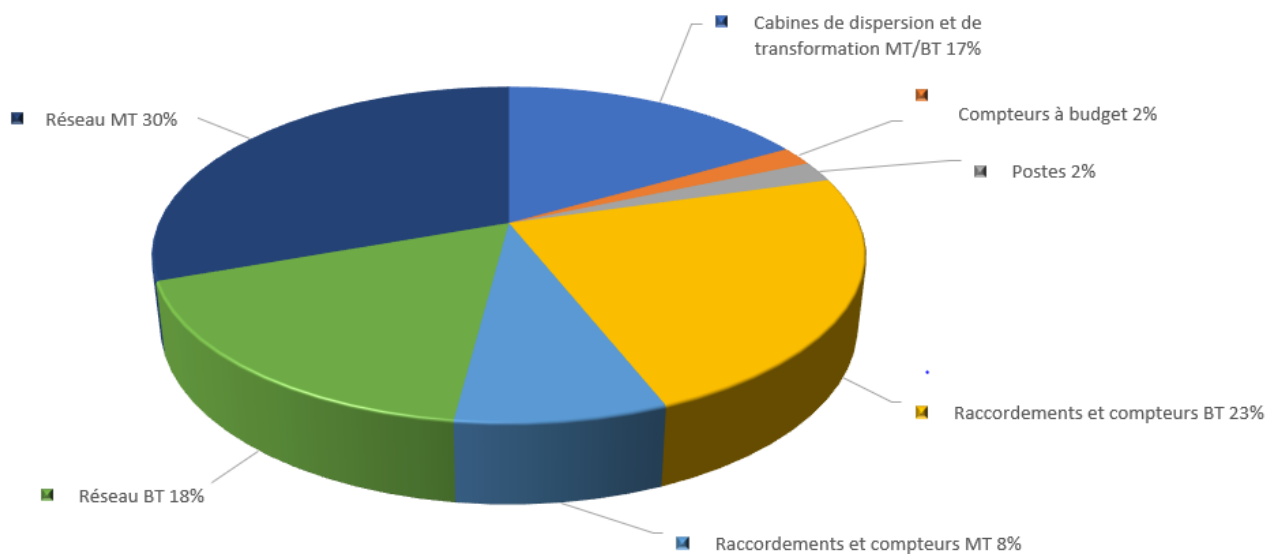
Amortissements et réductions de valeur cumulées

		Terrains et bâtiments	Réseau de distribution	Équipements	Autres	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	2020	(44.431)	(2.572.409)	(127.572)	(1.837)	(2.746.252)
Charges de dépréciation		(3.049)	(152.449)	(10.406)	(25)	(165.929)
Cessions/désaffectations		1.084	30.503	2.521	0	34.108
Autres		0	0	0	0	0
Solde à l'ouverture de l'exercice	2021	(46.396)	(2.694.355)	(135.460)	(1.862)	(2.878.073)
Charges de dépréciation		(1.548)	(73.612)	(4.430)	(13)	(79.603)
Cessions/désaffectations		0	1.385	1.044	0	2.429
Autres		0	0	0	0	0
Solde à la clôture de l'exercice	2021	(47.944)	(2.766.582)	(138.846)	(1.875)	(2.955.247)
Comptabilisé au coût historique		136.743	3.989.394	34.896	578	4.161.611

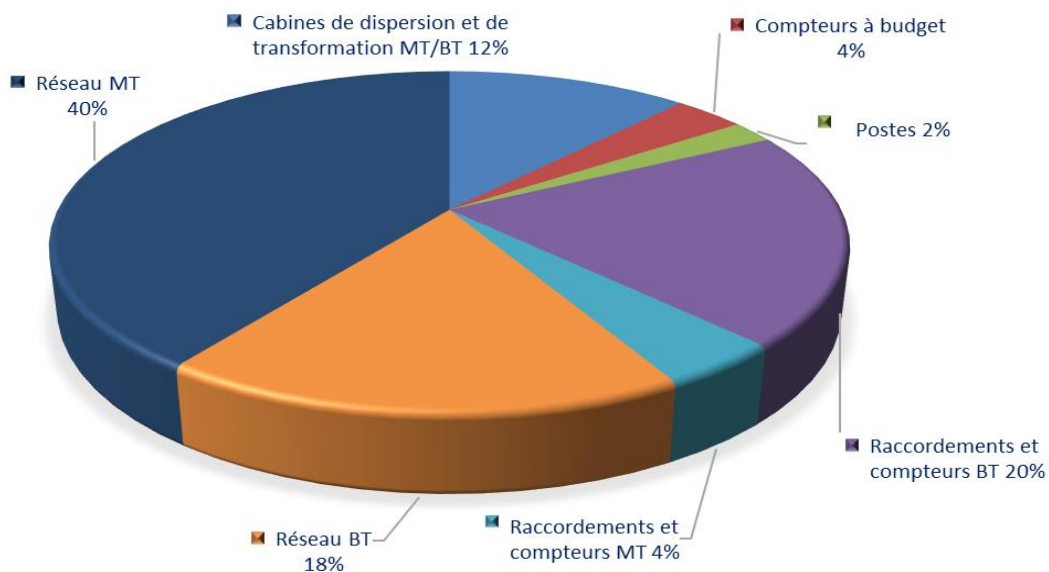
Les investissements aussi bien du premier semestre de 2021 que de 2020, sont principalement liés à notre réseau de distribution gaz et électricité pour un montant de 130 M€ (97 M€ en 2020), et se détaillent comme suit :

- En électricité : de remplacement d'équipements et d'extensions de réseaux et d'installations de nouvelles cabines pour un montant total de 89 M€ (59 M€ à fin juin 2020)

Premier semestre 2021

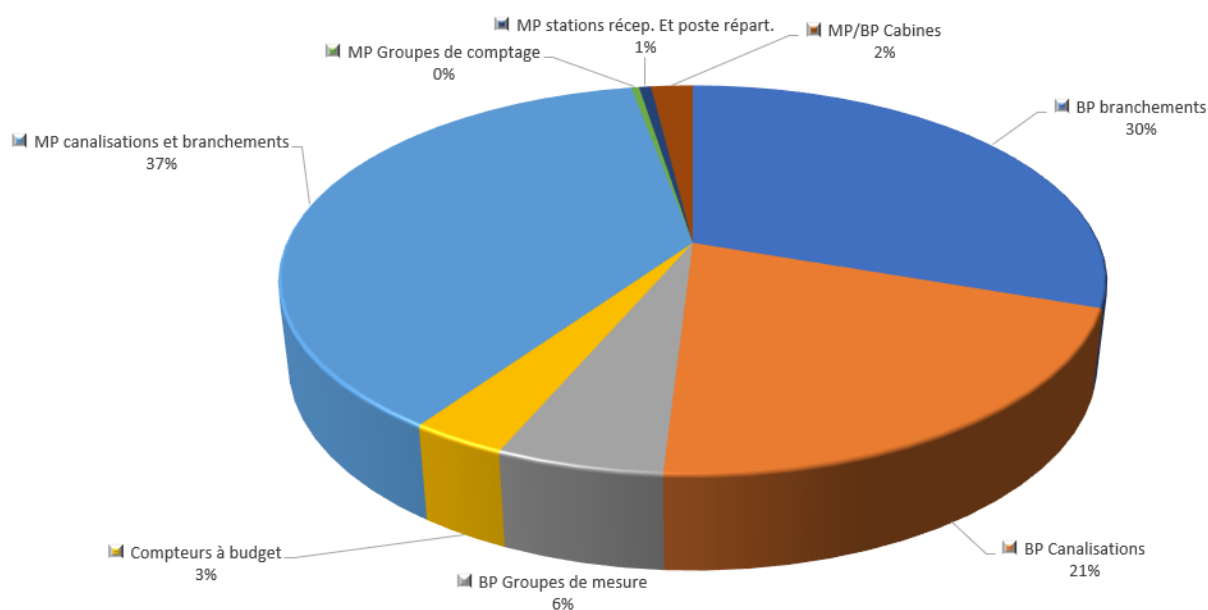


Premier semestre 2020

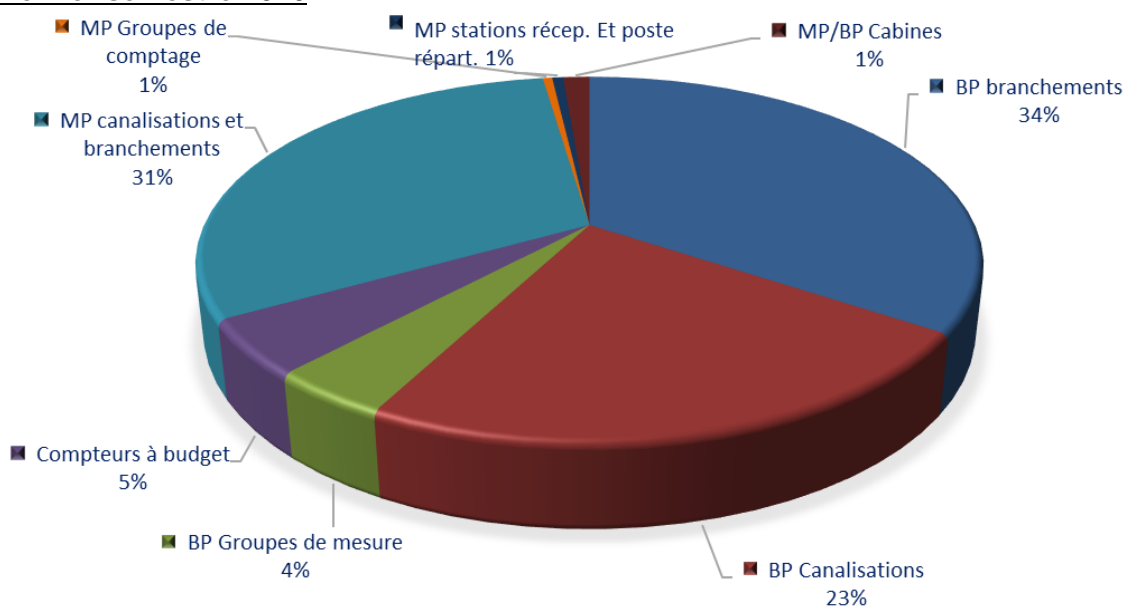


En gaz : de travaux d'assainissement du réseau et d'extensions du réseau existant pour un montant total de 41M€ (38 M€ à fin juin 2020).

Premier semestre 2021



Premier semestre 2020



B. Immobilisations corporelles : droits d'utilisation

Les droits d'utilisation liés à des immobilisations corporelles découlent de contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16 - *Contrats de location*. En juin 2021, le détail des droits d'utilisation se présente comme suit :

Coût

		Bâtiments	Fibres optiques	Véhicules	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	2020	6.282	7.191	4.544	18.018
Acquisitions/exercice d'options		1.908	0	1.256	3.164
Résiliation de contrats/exercice d'options		(270)	0	(121)	(391)
Solde à l'ouverture de l'exercice	2021	7.920	7.191	5.679	20.791
Acquisitions/exercice d'options		0	0	515	515
Résiliation de contrats/exercice d'options		701	0	24	725
Solde à la clôture de l'exercice	06/2021	8.621	7.191	6.218	22.031

Amortissements et réductions de valeur cumulées

		Bâtiments	Fibres optiques	Véhicules	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	2020	(1.578)	(774)	(1.188)	(3.540)
Charges d'amortissement		(752)	(387)	(678)	(1.817)
Solde à la clôture de l'exercice	06/2020	(2.330)	(1.161)	(1.866)	(5.357)
Solde à l'ouverture de l'exercice	2021	(3.140)	(1.548)	(2.526)	(7.214)
Charges d'amortissement		(508)	(387)	(672)	(1.567)
Solde à la clôture de l'exercice	06/2021	(3.648)	(1.935)	(3.198)	(8.781)

L'amortissement des droits d'utilisation d'actifs est réalisé sur la plus faible période, soit la durée du contrat, soit la durée de vie économique de l'actif en location.

Au cours de 2021, ORES s'est engagé dans de nouveaux contrats de location de bâtiments (dont certains avec des options d'achat) ainsi que de véhicules. De même, conformément à la nouvelle norme, le Groupe a reconsidéré l'exercice des options d'extension, de renouvellement ou de résiliation des contrats de location afin de déterminer la valeur des droits d'utilisation.

Note 04 – Autres actifs

	Non courant		Courant	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Autres actifs non courant				
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultats	1.146	2.304	2.623	2.768
	1.146	2.304	2.623	2.768
Autres créances				
Dividende intérimaire			0	61.018
TVA			5	1.615
Obligations de service public (OSP)	7.318	6.479	0	0
Autres	13.868	13.884	12.545	9.439
Redevance Prosumer			587	27.253
Réductions de valeur sur autres créances			(956)	(1.003)
	21.186	20.363	12.181	98.322
Créances commerciales				
Distribution			121.006	104.554
Actifs de contrats (Distribution)			81.561	20.986
			202.567	125.540
Obligations de service public (OSP)			43.951	46.705
Passifs de contrats (OSP)			(11.638)	(10.834)
			32.313	35.871
Passifs de contrats de construction			(19.338)	(20.929)
Autres			26.356	28.780
Réductions de valeur sur créances commerciales			(29.518)	(39.608)
	0	0	212.380	129.654
Actifs d'impôts courants			47.382	16.326
	0	0	47.382	16.326
	22.332	22.667	274.566	247.070

Au niveau des créances commerciales, l'augmentation (+82,7 M€) est en grande partie due aux créances relatives aux actifs de contrats liés à la distribution, en hausse à fin juin 2021 (+60,6 M€).

Les actifs de contrats concernant la distribution (81,6 M€) comprennent la redevance de voirie et la redevance de transit non relevée (RTNR). Cette RTNR est basée sur la comparaison des allocations et facturations à fin mai 2021, c'est-à-dire à la sortie de l'hiver. L'allocation est donc supérieure à la facturation linéaire des clients ayant une relève annuelle engendrant dès lors un solde restant à facturer plus important. Cet écart se résorbera lors des mois d'été avec une allocation plus faible et des acomptes identiques (voir également la note 02B pour une explication à la hausse de la RTNR).

Concernant les actifs d'impôts courants en forte hausse à fin juin 2021 (+31,1 M€), ceux-ci sont principalement constitués des versements anticipés à l'impôt des sociétés effectués durant le 1^{er} semestre 2021 plus élevés cette année.

Concernant les autres créances, la diminution importante (-86,1 M€) s'explique d'une part, par l'approbation des dividendes par l'Assemblée générale de juin 2021, y compris les dividendes intérimaires payés et comptabilisés en créances en 2020. Et d'autre part, suite au recouvrement de la créance envers la Wallonie (27,3 M€) et relative au tarif Prosumer non perçu par ORES durant les 9 premiers mois de l'année 2020.

La juste valeur des créances commerciales et autres créances est présumée égale à leur valeur comptable.

Actifs financiers et autres créances qui ne sont pas dépréciés

	Créances commerciales		Autres créances & actifs d'impôts	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Non dû	185.305	110.987	78.908	132.883
	185.305	110.987	78.908	132.883

Mouvements dans la provision liée aux réductions de valeur

	Créances commerciales		Autres créances & actifs d'impôts	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Au 1 ^{er} janvier	39.608	52.283	1.003	1.070
Réductions de valeur comptabilisées	2.929	6.683	117	210
Montants irrécupérables	0	0	0	0
Reprises de réductions de valeur	(13.019)	(19.358)	(164)	(277)
Montants recouverts durant l'exercice	0	0	0	0
Solde à la clôture de l'exercice	29.518	39.608	956	1.003

Provisions pour réductions de valeur

	30/06/2021	31/12/2020
Etat de la situation financière	(30.474)	(40.611)
Etat du résultat global	(3.232)	(5.955)

Actifs financiers et autres créances qui sont dépréciés

	Balance 30/06/201	Taux moyen de pertes	Perte attendue
	Base réduction valeur	de crédit attendues	
Jusqu'à 90 jours	13.508	6%	792
Entre 91 et 180 jours	4.510	27%	1.214
Entre 181 et 270 jours	3.973	36%	1.422
Entre 271 et 360 jours	3.015	35%	1.066
Entre 361 et 720 jours	8.623	47%	4.029
Supérieur à 720 jours	25.761	85%	21.951
	59.390		30.474

	Balance 31/12/2020	Taux moyen de pertes	Perte attendue
	Base réduction valeur	de crédit attendues	
Jusqu'à 90 jours	2.234	45%	1.013
Entre 91 et 180 jours	5.443	32%	1.764
Entre 181 et 270 jours	3.465	36%	1.233
Entre 271 et 360 jours	3.638	43%	1.576
Entre 361 et 720 jours	11.857	46%	5.494
Supérieur à 720 jours	34.769	85%	29.531
	61.406		40.611

Note 05 – Emprunts et charges financières

	Valeur comptable	
	30/06/2021	31/12/2020
Non garantis - Non courant		
Prêts bancaires	1.599.600	1.574.600
Billet de trésorerie – Placements privés	0	0
Emprunts obligataires	278.813	278.519
Autres	6.589	6.589
	1.885.001	1.859.708
Non Garantis - Courant		
Prêts bancaires	94.581	94.446
Billets de trésorerie court terme	0	0
Billets de trésorerie - Placements privés	0	0
Emprunts obligataires	304.598	300.196
Autres	571	571
	399.750	395.213
Total des dettes financières	2.284.751	2.254.921

Au premier semestre de 2021, les dettes financières ont augmenté principalement suite à la conclusion d'un nouvel emprunt de 25 M€ sur une durée de 18 mois.

Note 06 – Autres dettes, autres passifs

	Valeur comptable	
	30/06/2021	31/12/2020
Sécurité sociale et autres taxes	22.484	12.105
Avantages au personnel à court terme et provisions liées	41.943	38.862
Charges à payer	4.261	219
Produits reportés	1.103	735
Instruments dérivés - swaps	4.719	6.008
Obligations locatives	13.730	13.594
Autres	23.379	12.723
	111.619	84.246
Parmi lesquels : non courant	15.750	16.715
Parmi lesquels : courant	95.869	67.531

Les dettes liées à la sécurité sociale et autres taxes sont en hausse (+10, M€) due à la TVA à payer sur les opérations de juin 2021 alors qu'à fin décembre, le solde TVA était à récupérer suite au paiement de l'acompte TVA.

Quant à l'augmentation de la ligne « autres » de près de 10,7 M€, elle est en grande partie due aux avances reçues de la Wallonie (+10,1 M€) dans le cadre des aides octroyées à la clientèle suite à la crise sanitaire actuelle.

Note 07 – Dettes commerciales

La variation des dettes commerciales entre le 31 décembre 2020 et le 30 juin 2021 provient d'achats annuels dont la facturation est réalisée au second semestre.

Note 08 – Avantages au personne

Etat de la situation financière

	30/06/2021	31/12/2020
Non courant		
Avantages liés aux pensions - Régimes financés	(215.035)	(182.191)
Avantages liés aux pensions - Régimes non financés	8.513	9.048
Autres avantages postérieurs à l'emploi	80.098	87.573
Autres avantages à long terme	37.259	37.451
	(89.166)	(48.119)
Effet du plafond de l'actif	150.003	118.038
	60.837	69.919
Courant		
Rémunérations et primes	41.944	38.862
	102.780	108.781

Une description des avantages au personnel figure dans les méthodes comptables des Comptes consolidés IFRS ORES Assets sc 2020 (voir point 3.A.11). Une description des plans de pension figure dans la note 20 des Comptes consolidés IFRS ORES Assets sc 2020.

L'augmentation des avantages à court terme et provisions liées (+3 M€) s'explique par le fait que des provisions relatives aux bonus, primes et pécules de vacances ne s'éteignent qu'au moment de leur utilisation dans le courant du second semestre 2021, ou en fin d'année au moment du paiement.

L'évolution des provisions non courantes se présente comme suit :

Evolution du passif au titre des prestations définies

	30/06/2021	31/12/2020
Passif net	69.918	100.780
Coût des services rendus	6.133	6.237
Charge d'intérêt nette découlant de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs des régimes	(679)	(1.145)
(Gains)/pertes actuariels découlant des obligations au titre des prestations définies	(14.536)	(35.954)
Passif net en fin de période	60.837	69.918

La baisse sensible des taux d'actualisation à la fin de l'année 2020 (base de calcul des coûts des services rendus ainsi que les intérêts nets sur les obligations de pension en juin 2021) a engendré à la fois une augmentation des coûts des services rendus ainsi qu'une diminution des charges nettes d'intérêts au premier semestre de 2021.

Par ailleurs, l'évolution des hypothèses actuarielles à la fin du premier semestre de 2021 (légère augmentation des taux d'actualisation) est plus importante que lors de la période précédente, résultant en des gains actuariels moins importants par rapport à 2020.

Au 30 juin 2021, les principales hypothèses actuarielles se présentent comme suit :

Principales hypothèses actuarielles utilisées : pour les entités ORES	30/06/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation sur les plans liés aux anciens statuts	0,49%	0,17%
Taux d'actualisation sur les plans liés aux nouveaux statuts	1,01%	0,58%
Taux d'actualisation sur les avantages tarifaires et soins de santé	0,98%	0,56%
Taux de rotation des anciens statuts	1,40%	0,50%
Augmentation attendue des coûts médicaux (hors l'inflation)	1,00%	0,80%
Augmentation du coût moyen relatif aux réductions tarifaires	2,00%	1,80%

Principales hypothèses actuarielles utilisées : pour Comnexio	30/06/2021	31/12/2020
Taux d'actualisation sur les plans de pensions	1,07%	0,62%
Taux d'actualisation sur les avantages tarifaires et soins de santé	1,09%	0,64%
Taux de rotation	4,00%	3,00%
Augmentation attendue des coûts médicaux (hors l'inflation)	1,00%	0,80%

Note 09 – Impôts sur le résultat

1. Charge d'impôt comptabilisée dans le compte de résultats :

	30/06/2021	30/06/2020
Charge d'impôt exigible pour l'exercice	38.098	34.743
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice au titre de l'impôt exigible de périodes antérieures	0	0
Taxes relatives aux intérêts perçus	9	8
Charge (produit) d'impôt courant	38.107	34.751
Charge (produit) d'impôt différé relatif à la reconnaissance ou la reprise de différences temporelles	(2.894)	(5.174)
Charge (produit) d'impôt différé	(2.894)	(5.174)
Total de la charge d'impôt comptabilisée en résultat	35.212	29.577

L'augmentation de la charge d'impôt courant de 3,4 M€ par rapport au premier semestre de 2020 s'explique par un résultat avant impôt au premier semestre de 2021 supérieur à celui de la même période de 2020.

A fin juin 2020, un important produit d'impôt différé lié à une reprise sur provision client avait été comptabilisé pour un montant de 3 M€.

2. Charge d'impôts comptabilisée dans les autres éléments du résultat global :

	30/06/2021	30/06/2020
Charge (produit) d'impôt différé sur la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	322	(127)
Charge (produit) d'impôt différé sur les régimes à prestations définies	3.634	(311)
	3.956	(438)
Total de la charge d'impôt dans les autres éléments du résultat global	3.956	(438)

Pour rappel, les différences temporelles sur des actifs ou passifs dont les mouvements sont comptabilisés en autres éléments du résultat global ont également été enregistrées dans cette rubrique.

Ceci est notamment le cas des écarts actuariels favorables de juin 2021 (voir note 08) impliquant la comptabilisation d'une charge d'impôt différé.

Note 10 – Instruments financiers

Classification des instruments financiers et leur juste valeur par niveau hiérarchique de juste valeur :

30/06/2021				
	Catégorie	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
Actifs financiers				
Caps de taux d'intérêt	2	926	926	Niveau 2
Swaps de taux d'intérêt	2	204	204	Niveau 2
Instruments de capitaux propres non cotés	1	17	17	Niveau 2
Créances commerciales	1	212.381	212.381	Niveau 2
Autres créances	1	12.181	12.181	Niveau 2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	158.366	158.366	Niveau 2
Total actifs financiers		384.074	384.074	
Passifs financiers				
Non garantis - Non courant	1	1.885.001	2.116.397	Niveau 2
Non Garantis - Courant	1	399.750	399.750	Niveau 2
Dettes commerciales	1	150.689	150.689	Niveau 2
Autres dettes	1	79.243	79.243	Niveau 2
Obligations locatives	1	13.730	14.033	Niveau 2
Swaps de taux d'intérêt	3	4.719	4.719	Niveau 2
Total passifs financiers		2.533.133	2.764.816	

31/12/2020				
	Catégorie	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau
Actifs financiers				
Caps de taux d'intérêt	2	459	459	Niveau 2
Swaps de taux d'intérêt	2	1.828	1.828	Niveau 2
Instruments de capitaux propres non cotés	1	17	17	Niveau 2
Créances commerciales	1	129.654	129.654	Niveau 2
Autres créances	1	98.322	98.322	Niveau 2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	72.781	72.781	Niveau 2
Total actifs financiers		303.061	303.061	

Passifs financiers

Non garantis - Non courant	1	1.859.708	2.175.553	Niveau 2
Non Garantis – Courant	1	395.213	395.213	Niveau 2
Dettes commerciales	1	166.730	166.730	Niveau 2
Autres dettes	1	60.847	60.847	Niveau 2
Obligations locatives	1	13.594	13.722	Niveau 2
Swaps de taux d'intérêt	3	6.009	6.009	Niveau 2
Total passifs financiers		2.502.101	2.818.124	

Catégorie des instruments financiers :

- (1) Actifs financiers ou passifs financiers au coût amorti
- (2) Actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultats
- (3) Actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (dans le cas présent, du fait de l'application de la comptabilité de couverture).

Note 11 – Gestion des risques

Les risques et incertitudes du groupe ORES figurant dans le rapport annuel 2020, dans la partie « E. Rapport sur les risques et incertitudes » n'ont connu aucune évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2021. ORES suit leur évolution et prend les mesures adéquates nécessaires.

Note 12- Evénements subséquents

Les fortes pluies qui se sont abattues sur l'est et le sud de la Belgique à partir du mardi 13 juillet 2021 ont provoqué d'importantes inondations du 14 au 16 juillet 2021. Les plans provinciaux d'urgence ainsi qu'une phase fédérale de gestion de crise ont été déclenchés. Ces inondations ont par la suite été reconnues comme calamités naturelles.

Les infrastructures d'ORES présentes sur les territoires concernés, principalement des infrastructures du réseau de distribution électrique, ont été fortement endommagées. Ainsi, plus de 300 cabines de distribution d'électricité ont été inondées et plus de 18.000 clients ont été privés d'électricité. Tous les services d'intervention d'ORES ont été mobilisés dans ce contexte afin de procéder aux réparations nécessaires. Grâce à l'appui de techniciens d'ORES venus de toute la Wallonie et au soutien administratif et logistique des services centraux, l'électricité a pu être rétablie sur l'ensemble du réseau électrique local en trois semaines, en dépit de l'ampleur exceptionnelle des dégâts causés.

Les échanges avec le régulateur relatifs à la méthodologie tarifaire se sont poursuivis après le 30 juin, tant en ce qui concerne la méthodologie tarifaire 2019-2023 avec la concertation et consultation publique lancée par la CWaPE afin d'adapter cette méthodologie au décret compteurs communicants ainsi qu'en ce qui concerne le calendrier relatif à la méthodologie tarifaire 2024-2028.

Des discussions ont eu lieu les dernières semaines sur le lancement de la plateforme Atrias prévu en septembre 2021.

Début octobre 2021, les obligations émises par ORES en 2012 viendront à échéance. La souscription à des emprunts bancaires d'un montant de 200 M€ a été préparée au cours du 1er semestre 2021 de manière à pouvoir prélever ce montant juste avant cette échéance.

Les impacts financiers de ces évènements, postérieurs à la clôture au 30 juin 2021, ne se retrouvent en conséquent pas dans les présents comptes semestriels.

3. RAPPORT DU REVISEUR INDEPENDANT

ORES ASSETS SC

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DU COMMISSAIRE SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES CONSOLIDEES AU 30 JUIN 2021 SOUS LE REFERENTIEL COMPTABLE IFRS (EU-IFRS)

Nous avons effectué l'examen limité du bilan consolidé de la société ORES ASSETS au 30 juin 2021 ainsi que du compte de résultats consolidés sous le référentiel comptable IFRS, de l'état des variations des capitaux propres et du tableau de des flux de trésorerie pour la période de six mois se clôturant à cette date, des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Les informations financières intermédiaires revues présentent un total bilan de 4.881.550(000) EUR et un résultat de la période de 100.580 (000) EUR.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire conformément aux International Financial Reporting Standards (IAS 34) tels qu'adoptés au sein de l'Union Européenne. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire sur la base de notre examen limité.

Étendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme ISRE (International Standard on Review Engagements) 2410 "Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité".

Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'information, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes ISA et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier.

En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

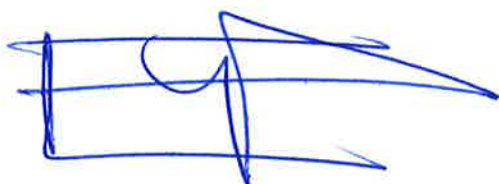
A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, cursive 'A' or similar character.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ne donnent pas une image fidèle de la situation financière consolidée sous référentiel IFRS de la société ORES ASSETS au 30 juin 2021, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux International Financial Reporting Standards (IAS 34) tels qu'adoptés au sein de l'Union Européenne.

Gosselies, le 26 octobre 2021

RSM INTERAUDIT SCRL
COMMISSAIRE

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "T. Lejuste", written over a rectangular stamp area.

REPRESENTEE PAR
THIERRY LEJUSTE

ORES ASSETS SC

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DU COMMISSAIRE SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES CONSOLIDEES AU 30 JUIN 2021 SOUS LE REFERENTIEL COMPTABLE IFRS (EU-IFRS)

Nous avons effectué l'examen limité du bilan consolidé de la société ORES ASSETS au 30 juin 2021 ainsi que du compte de résultats consolidés sous le référentiel comptable IFRS, de l'état des variations des capitaux propres et du tableau de des flux de trésorerie pour la période de six mois se clôturant à cette date, des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Les informations financières intermédiaires revues présentent un total bilan de 4.881.550(000) EUR et un résultat de la période de 100.580 (000) EUR.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire conformément aux International Financial Reporting Standards (IAS 34) tels qu'adoptés au sein de l'Union Européenne. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire sur la base de notre examen limité.

Étendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme ISRE (International Standard on Review Engagements) 2410 "Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité".

Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'information, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes ISA et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier.

En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

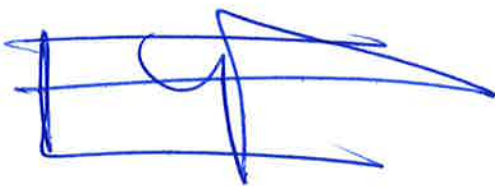


Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ne donnent pas une image fidèle de la situation financière consolidée sous référentiel IFRS de la société ORES ASSETS au 30 juin 2021, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux International Financial Reporting Standards (IAS 34) tels qu'adoptés au sein de l'Union Européenne.

Gosselies, le 26 octobre 2021

RSM INTERAUDIT SCRL
COMMISSAIRE

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "T. Lejuste", written over a rectangular stamp area.

REPRESENTEE PAR
THIERRY LEJUSTE